Repères
n° 12 - Janvier 2012

CAMPUS FRANCE
campusfrance.org

L'internationalisation de l'enseignement supérieur en Australie

Par Simon Marginson,
Centre d'Etude de l'Enseignement Supérieur
Université de Melbourne

Journée Australie CampusFrance

L'Australie est une île-continent de l'hémisphère Sud de 7,7 millions de kilomètres carrés. En partie désertique, elle accueille 22,3 millions d'habitants (2010) répartis principalement dans les villes côtières de l'Est et du Sud. En établissant des colonies de peuplement dans un environnement reculé et difficile, les Australiens ont développé des qualités d'adaptation et d'ingéniosité : pragmatiques, ils savent prendre des risques mesurés et résoudre des problèmes concrets. La localisation géographique du pays leur permet de jouir de la paix et de l'autonomie offertes par l'isolement mais ils ont quelques difficultés à s'insérer dans un système mondialisé. Ce sont des voyageurs et des communicants naturels.

L'Australie bénéficie d'un régime gouvernemental stable, d'une société moderne et d'une économie qui a produit 1,46 % du PIB mondial en 2009, soit 725 milliards d'euros, l'équivalent d'un tiers du PIB français. Son PNB par habitant est de 30 euros (en parité de pouvoir d'achat), soit le 12e du monde, entre l'Autriche et le Danemark. Les villes australiennes sont également bien placées dans les classements comparatifs de niveau et de qualité de vie. Le pays est riche de nombreux minéraux différents. Il est l'un des poids lourds mondiaux de la production de matières premières, malgré d'importants problèmes de pollution des sols et des eaux au sein de cet environnement écologique fragile. La vente de charbon au Japon et à la Chine ainsi que de minerai de fer à cette dernière représente le fer de lance des exportations australiennes. En outre, l'Australie regorge d'uranium et l'agroalimentaire intensif constitue l'un des piliers de son économie. Le pays exporte également des services, notamment dans l'enseignement supérieur, les transports et le tourisme. La production de produits plus élaborés y est plus faible que dans la plupart des pays de l'OCDE et de l'Asie de l'Est, mais l'Australie bénéficie d'un secteur financier solide et d'une dette publique faible. Elle a traversé la crise financière sans croissance négative ni hausse du chômage grâce à une politique de relance des dépenses.

À l'origine, l'Australie était composée de six colonies britanniques distinctes établies après 1788 sur la base de la dépossession, du génocide partiel et de la destruction de la culture des indigènes. En 1901, les colonies fédérées obtiennent le statut de *"dominion"* de la Grande Bretagne, un moment-clé de l'identité nationale, et deviennent des États. S'y ajoutent deux territoires, des îles de l'océan Pacifique, Indien et Austral, ainsi qu'une revendication d'un quart de l'Antarctique. Le gouvernement (australien ou national) du *Commonwealth* est en charge de la politique étrangère et de la défense, des impôts et taxes, de la politique macro-économique et des revenus sociaux. Les services d'Éducation et de Santé sont majoritairement gérés par les États et territoires, mais le gouvernement national s'occupe de l'enseignement supérieur et des réglementations.

Intro

La collection REPERES de CampusFrance, dont on trouvera ici le 12e numéro, a pour objet de donner la parole aux "penseurs de la mobilité" en France et dans le monde.

Ce numéro, édité à l'occasion de la Journée Australie organisée par l'Agence CampusFrance en janvier 2012, fait le point sur l'internationalisation et l'attractivité de l'enseignement supérieur australien.

Bien que le monarque britannique soit toujours chef de l'État et que l'Australie ait hérité du système de *Common Law* britannique, la plupart des liens constitutionnels avec le Royaume-Uni ont disparu. Dans les affaires militaires et la vie économique et culturelle, l'Australie est plus proche des États-Unis, tandis que son économie et sa démographie sont modelées par sa proximité géographique avec l'Asie. Ainsi, ses relations sont plus proches avec la Chine et le Vietnam qu'avec les pays anglo-saxons. Cependant, le régime australien reste une démocratie fondée sur le système de *Westminster* et ses institutions, notamment dans le gouvernement et l'éducation, indiquent toujours leur origine britannique. Les changements de politique dans l'enseignement supérieur continuent de suivre étroitement ceux du Royaume-Uni.

L'Australie a été forgée par les mouvements de population et garde un taux d'immigration et d'accroissement démographique supérieur à celui de la plupart des pays de l'OCDE, malgré des tensions récurrentes sur la politique d'immigration. Les débats sur les immigrés et la médiatisation de la question des étudiants internationaux constituent souvent les symptômes d'un malaise vis-à-vis de l'identité nationale et de la diversité. La majorité des Australiens descend de Britanniques et d'Irlandais, venant parfois de Nouvelle-Zélande et d'Afrique du Sud. Cependant, depuis la Seconde Guerre mondiale, des vagues d'immigration ont eu lieu depuis l'Europe, le Proche-Orient, l'Asie, les îles du Pacifique et la Corne de l'Afrique. Des sous-populations importantes descendent également de colons grecs, italiens, vietnamiens et chinois. Plus de 15 % des habitants de Sydney et Melbourne sont d'origine asiatique. Au cours de la première moitié de 2011, la part d'immigrants d'origine chinoise a dépassé celle d'origine britannique et irlandaise pour la première fois. Au cours des dix dernières années, l'Australie a encouragé l'immigration professionnelle et entrepreneuriale, notamment auprès des Asiatiques étudiant dans des universités australiennes. Ces différents éléments sociaux-culturels se combinent et s'homogénéisent au sein d'institutions économiques, éducationnelles, juridiques et politiques. Ainsi, une solide monoculture prend le pas sur la complexité. Les Anglo-celtes mènent les affaires et tiennent la politique et les professions-clés. La seule langue commune à tous est l'anglais. Les enfants sont toujours plus enclins à apprendre le français, la langue étrangère de référence pour le Royaume-Uni, que le chinois. Cependant, de nombreux colons non anglo-celtes profitent bien de ces opportunités. L'éducation constitue un vecteur d'ascension sociale : les familles chinoises ont deux fois plus d'enfants étudiant dans les universités que les familles locales. Dans les familles vietnamiennes, ce taux est de 1,5. L'éducation des indigènes a été moins bien couronnée de succès. Bien que les tensions interculturelles soient toujours palpables, notamment dans les zones rurales, le racisme ouvert n'est plus acceptable dans les villes les plus importantes et le mariage interracial plus courant. Les générations futures de dirigeants seront davantage plurielles.

L'enseignement supérieur en Australie

Tout comme le Canada et la Nouvelle-Zélande, l'Australie a hérité du Royaume-Uni la tradition des universités de second cycle autonomes et publiques organisées en système national. Les diplômes de Doctorat constituent la norme académique. Le domaine public englobe 37 universités autonomes ainsi que l'université catholique australienne *(Australian Catholic University)*. Quelques 87 établissements privés et établissements publics d'enseignement et de formation professionnels (*VET* en anglais) constituent des centres d'éducation supérieure. Un petit nombre d'établissements privés sont autonomes et les autres dépendent du gouvernement. Les étudiants y suivent des Licence, Master et Doctorat, mais également des diplômes plus courts et des certificats. Les études de premier cycle universitaire des étudiants australiens sont financées conjointement par des subventions gouvernementales et les frais d'inscription, accessibles grâce à des prêts à taux réduits. Les montants des subventions et des frais d'inscription varient selon les disciplines. En outre, le remboursement des prêts dépend des revenus, pas d'une durée. Les étudiants payent des taxes supplémentaires dès que leurs revenus atteignent un palier situé juste en-dessous des revenus moyens. Depuis 2012, le nombre de places en première année d'étude a été dérèglementé et ce sont à

présent les établissements qui décident du nombre d'étudiants à accueillir. Cependant, le gouvernement pourrait revenir à un système de *numerus clausus* général. Le financement des études post-universitaires combine les aides aux établissements, la recherche subventionnée par bourse et des frais de scolarité complets dans les domaines d'enseignement soumis aux prêts en fonction des revenus. Quels que soient les domaines d'enseignement choisis, les étudiants internationaux payent les frais de scolarité dans leur intégralité, hormis quelques-uns bénéficiant d'une bourse.

En 2010, les établissements d'enseignement supérieur ont inscrit 1 192 657 étudiants (56 % de femmes) et produit 2 % des publications scientifiques mondiales. Les *VET* ont attiré 1,8 millions d'étudiants de niveau non universitaire. Tous les programmes sont conformes au cadre de qualification australien (Australian Qualifications Framework), qui définit les normes et équivalences. Si le taux d'inscription des 15-19 ans se trouve légèrement en dessous de la moyenne des pays de l'OCDE, la participation des groupes plus âgés est forte. Parmi les 25-34 ans, le taux de réussite au diplôme était de 45 % en 2009, contre 37 % pour la moyenne de l'OCDE. Cependant, la durée moyenne des études dans l'enseignement supérieur en Australie est de 3,48 ans, bien au-dessous de la moyenne de l'OCDE de 4,33 ans. Les taux d'embauche après les études sont dans la moyenne. Entre 1993 et 2010, le ratio étudiant-personnel est passé de 13 à 21. On constate une nette augmentation du personnel intérimaire employé à l'heure et cette catégorie de personnel dispense à présent la moitié des enseignements.

Les rendements de la recherche sont davantage quantitatifs que qualitatifs : en 2007, l'Australie a produit 17 831 publications, soit la 13e position mondiale. En revanche, les données de Thomson-Reuters sur l'impact des citations entre 2001 et 2011 placent l'Australie à la 17e place mondiale avec 12,10 citations, soit un rang derrière la France (12,57). L'Australie dispose de vastes capacités de recherche et si 19 universités se trouvent dans le top 500 du classement académique des universités mondiales par l'université de Shanghaï, aucune n'est présente dans le top 50. La mieux classée a été l'université de Melbourne, à la 60e place. Cependant, le pays dispose d'une puissance mondiale évidente dans des secteurs comme l'agriculture, la phytologie et la zoologie, la science de la Terre et la médecine clinique. Onze prix Nobel ont récompensé des Australiens, les plus récents en médecine (2005 et 2009) et en physique (2011).

L'internationalisation

L'attractivité de l'enseignement supérieur australien est bien connue. En 1951, le pays lance le Plan intergouvernemental de Colombo, qui propose des formations techniques et des cursus soutenus par une bourse d'étude pour les pays émergents d'Asie du Sud et du Sud-est. L'objectif était d'ouvrir des voies néocoloniales autres que le communisme. Le Plan a des conséquences imprévues : il place l'Australie parmi les acteurs de premier plan de l'Asie à venir et normalise la présence asiatique dans le pays. Le nombre d'étudiants internationaux privés croît également.

Dans le début des années 1980, des tensions surviennent au sujet des quotas d'étudiants internationaux. En 1984, le gouvernement décide de suivre la politique britannique et de créer un marché commercial en faisant payer plein tarif les étudiants internationaux. L'année suivante, il instaure des frais de scolarité supplémentaires pour les étudiants australiens. Ces deux mesures ouvrent les portes d'une nouvelle ère de dynamisme commercial et de financements partagés. Si le gouvernement fournissait 90 % des revenus de l'enseignement en 1984, sa part passe à 68 % en 1990, avec 12 % pour les étudiants australiens et 3 % pour les internationaux. Vingt ans plus tard, la part du gouvernement est de 42 %, celle des étudiants australiens 16 % et celle des étudiants internationaux 18 %.

Dès le début, le capitalisme est posé comme base de la mobilité internationale. Il est interdit aux établissements de subventionner les étudiants internationaux grâce à des fonds gouvernementaux et le nombre de bourses octroyées est maintenu à un niveau bas. Une fois que le recrutement est lancé, avec l'aide des ambassades australiennes en Asie, les prix sont dérèglementés et les établissements obtiennent le droit d'inscrire autant d'étudiants internationaux qu'ils le souhaitent. Les nouvelles places

s'ajoutent aux inscriptions nationales sans les remplacer. Dans le même temps, les aides publiques aux étudiants australiens sont réduites en 1989 et 1996, ce qui encourage largement le développement de fonds privés. En 2008, les dépenses publiques dans l'enseignement supérieur correspondent à 0,7 % du PIB, soit bien en deçà de la moyenne des pays de l'OCDE de 1,0 %. Cette réduction du financement public associée à la croissance de la classe moyenne en Asie, c'est-à-dire des familles qui voient les bénéfices que peuvent leur apporter des compétences en anglais dans un environnement mondialisé, ont constitué la clef de la croissance. L'Australie a également profité de sa proximité avec l'Asie, de sa réputation de sécurité ainsi que de frais de scolarité moyens et dépenses du quotidien équivalents à deux tiers de ceux des universités publiques américaines et britanniques. Cependant, cet avantage en termes de coûts à récemment été érodé par un dollar australien plus fort.

Au milieu des années 1990, les excédents des recettes de l'éducation internationale constituent la principale source de financement discrétionnaire et de développement pour la recherche, l'enseignement, les équipements, les édifices et le département des services. Le marché s'étend de l'enseignement supérieur aux centres *VET*. À cette époque, comme pour d'autres systèmes anglo-américains, les politiques financières néolibérales et les modèles économiques de l'éducation modèlent l'enseignement supérieur australien. Les universités deviennent davantage compétitives et différenciées par leur statut, la direction plus stratégique, les opérations plus professionnalisées et le secteur privé se développe. Il ne fait aucun doute que le modèle économique a mis l'enseignement sous trop forte pression. Cette situation n'a en outre pas encouragé le recrutement d'étudiants internationaux en Doctorat très qualifiés qui s'orientent en fonction des bourses disponibles et non des droits d'inscription. En revanche, il est clair que cela a permis une croissance quantitative de la mobilité internationale.

En 1990, 20 000 étudiants s'acquittent des droits d'inscriptions. En 2010, ils sont 335 273. En moyenne, la croissance annuelle est de 14 % sur 20 ans. Près d'un quart des étudiants sur place sont internationaux, soit le plus haut ratio des pays de l'OCDE, mais davantage encore sont présents sur un campus délocalisé ou une franchise. Tous secteurs confondus, dont les *VET*, écoles et université anglophone, 619 119 inscrits sont répertoriés en 2010. L'année précédente, l'université Monash accueillait 13 052 étudiants internationaux sur place, pour un total de 21 114. Neuf autres universités avaient 8 000 étudiants sur place, plus que l'université de Californie du Sud en 2010, l'université américaine de second cycle qui comprend le plus d'étudiants internationaux.

L'Australie concentre 7 % de tous les étudiants de second cycle du monde, soit la 5e position derrière les États-Unis, le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne. L'éducation constitue la 3e ou 4e exportation la plus importante du pays (en fonction des variations du prix de l'or) et génère des revenus équivalents à 18,5 milliards de dollars australiens sous forme de frais de scolarités et de dépenses des étudiants et de leurs familles pour la période 2009-2010 (soit 15 milliards d'euros). Cette année, l'enseignement a totalisé 35,1 % du total des exportations de service.

La principale croissance a concerné les disciplines avec des qualifications transférables ou vendables. En 2009, 52,1 % des étudiants internationaux suivaient des études à vocation commerciale. Les technologies d'information et l'ingénierie attiraient ensuite le plus d'étudiants étrangers. Seuls 3,7 % des étudiants étaient en Doctorat. En termes de provenances, le plus grand groupe de l'enseignement supérieur venait de Chine (78 181 en 2009), de Singapour (33 485), de Malaisie (33 218), d'Inde (27 837), de Hong Kong (21 147), du Vietnam (13 117) et du premier voisin au Nord de l'Australie, l'Indonésie (12 040). Les non asiatiques les mieux représentés étaient les étudiants des États-Unis (8 305). Si l'Australie accueille plus d'Asiatiques du Sud-est que les universités américaines, en revanche c'est elle qui envoie le moins d'étudiants en Chine, en Corée, au Japon, à Taïwan et dans le sous-continent indien.

Comme escompté, l'enseignement ouvert à la mobilité internationale a permis à l'Australie de s'intégrer à l'Asie au moment où l'Asie de l'Est et Singapour devenaient la 3e région mondiale la plus importante

de l'économie des connaissances, après l'Europe et l'Amérique du Nord, ce qui définit profondément l'identité et l'histoire de l'Australie. En revanche, le pays a moins bien anticipé que l'arrivée d'un grand nombre d'étudiants venant d'une culture non anglophone nécessitait d'adapter pédagogie et cursus. Malgré des efforts importants, les universités australiennes doivent encore développer les compétences en anglais des étudiants internationaux pendant leurs études ou tirer pleinement profit d'une population étudiante maintenant cosmopolite. Les étudiants locaux et internationaux ne se mélangent pas assez, les filières ont peu changé et peu d'Australiens vont étudier à l'étranger. Une internationalisation plus poussée a un fort potentiel en ressources. La rareté récurrente des subventions publiques force les universités à maximiser les revenus à l'unité plutôt que d'investir dans des expériences d'apprentissage innovantes pour tous.

La recherche collaborative constitue l'autre forme de mobilité internationale. Plus d'un tiers des publications scientifiques publiées par les Australiens implique une collaboration internationale, ce qui équivaut à la moyenne mondiale. La plupart des collaborations dans les recherches a lieu avec l'Amérique du Nord, le Royaume-Uni et l'Europe occidentale. Le taux de collaboration est fort avec Singapour, et celui entre l'Australie et la Chine est 1,4 fois supérieur au niveau anticipé par les modèles de collaboration des deux pays. Cependant, le manque de compétences en langues asiatiques reste un frein.

Changements de politique récents

Avant les élections fédérales de 2010, l'immigration devient un sujet de société et les deux principaux partis politiques décident d'adopter une politique de réduction de l'immigration. Les étudiants internationaux constituent alors la plus grosse part de l'immigration. Dans le même temps, le sentiment de sécurité des étudiants est fragilisé par des agressions très médiatisées d'étudiants indiens. Il devient également clair que certains centres *VET*, en collaboration avec des agents indiens, s'occupent plus d'immigration que d'éducation. Simultanément, des diplômés internationaux entrent sur le marché du travail australien avec un niveau d'anglais insuffisant.

Ces événements donnent naissance à de nouvelles mesures moins accueillantes pour les étudiants internationaux, semblables à celles mises en place au Royaume-Uni. Les étudiants internationaux potentiels doivent payer environ 15 000 euros sous forme de fonds de soutien pour chaque année d'étude et l'obtention d'un visa d'étude est ralentie. Des retards de trois mois deviennent courants pour des personnes en provenance de Chine, d'Inde ou du Vietnam. Les diplômés ont du mal à obtenir une résidence permanente, premier pas vers l'immigration. Une meilleure compétence en anglais est exigée, ainsi qu'une expérience professionnelle dans le domaine d'étude. Les arnaques à l'immigration sont démantelées. Ainsi, on observe une chute radicale du nombre d'étudiants en provenance d'Asie du Sud. Les obstacles à l'obtention du visa étudiant ont des répercussions sur l'attribution des places dans tous les pays, dont la Chine et le Vietnam. Selon toutes les prévisions, le nombre d'étudiants continuerait de chuter d'un tiers supplémentaire, voire davantage. En décembre 2010, le gouvernement demande à l'ancien politicien Michael Knight de revoir les conditions d'attribution du visa étudiant.

Le rapport Knight est déposé en juin 2011. Ses propositions, toutes acceptées par le gouvernement fédéral, sonnent le retour à une politique moins agressive auprès des étudiants. Elles s'appliquent uniquement aux universités, mais sont censées être étendues plus tard à des centres *VET* triés sur le volet. Toutes les réserves sur les soutiens financiers sont abandonnées et le processus d'obtention du visa est accéléré, tandis que les universités obtiennent des responsabilités renforcées afin de s'assurer que les étudiants sont de bonne foi. Eux-mêmes obtiennent des droits du travail plus souples, et les diplômés reçoivent un nouveau visa de travail post-études leur permettant de travailler pendant une durée de deux à quatre ans après l'obtention de leur diplôme, en fonction de leur niveau d'études. Selon toutes probabilités, le nombre d'étudiants étrangers en Australie va de nouveau croître.

Biographie

Simon Marginson

Simon Marginson est professeur à l'université de Melbourne, où il a obtenu son diplôme de Doctorat en 1996. Spécialisé en Education, il travaille au Centre pour l'Etude de l'Enseignement Supérieur sur la politique, la mondialisation et l'éducation comparative et internationale. Simon Marginson intervient souvent dans les media. Il est consultant pour l'OCDE et pour les gouvernements d'Irlande, des Pays-Bas, du Japon, de Hong Kong, de la Malaisie, du Vietnam et de l'Australie. L'université Jiao Tong de Shanghaï et le *Times Higher Education* le consultent pour l'établissement de leur classement des universités mondiales.

Parmi les travaux récents de Simon Marginson, beaucoup se sont concentrés sur l'Asie émergente de l'Est et du Sud-est, notamment sur ce qu'il appelle le "modèle post-confucianiste d'enseignement supérieur". Il a co-dirigé *Higher Education in the Asia-Pacific: Strategic responses to globalization* (2011). Il a notamment co-écrit International *Student Security* (2010), *Imagination: Three models of the imagination in the age of the knowledge economy* (2010), *Ideas for Intercultural Education* (2011) et co-dirigé *Handbook of Higher Education and Globalization* (2011). Il est également rédacteur au magazine *Higher Education*.

Simon Marginson fait partie de l'Académie australienne des sciences sociales depuis 2000. Il est Membre honoraire à vie de la Société britannique pour l'étude de l'enseignement supérieur depuis 2005. Des prix lui ont été décernés pour ses publications universitaires aux États-Unis en 2001, 2002 et 2011. Ses articles ont été traduits en français et espagnol. Il est membre du Séminaire de l'enseignement supérieur de l'université autonome de Mexico et du Comité consultatif pour l'enseignement supérieur international de l'université de Pékin. Quatre de ses ouvrages ont été traduits en chinois.

Biblio

- **Bureau des statistiques australien (2011)**
  International Trade in Services By Country, by State and by Detailed Services Category, Financial year 2009-10.
  http://www.abs.gov.au/ausstats/abs@.nsf/PrimaryMainFeatures/5368.0.55.003
- **Australian Education International, AEI (2011)**
  Statistical data on international education.
  http://www.aei.gov.au/AEI/Statistics/Default.htm
- **Bashir, S. (2007)**
  Trends in international trade in higher education. Education Working Paper Series 6. Washington: The World Bank.
- **Davis, D. & Mackintosh, B. (eds.) (2011)**
  Making a Difference: Australian international education.
  Sydney: UNSW Press.
- **Ministère de l'éducation et de l'emploi (Department of Education, Employment and Workplace Relations, DEEWR) (2011)**
  Selected Higher Education Statistics.
  http://www.deewr.gov.au/HigherEducation/Publications/HEStatistics/Publications/Pages/Home.aspx
- **Marginson, S. (2011)**
  Imagining the global. In R. King, S. Marginson & R. Naidoo (eds.) Handbook of Higher Education and Globalization, pp. 10-39.
  Cheltenham: Edward Elgar
- **Marginson, S. & Considine, M. (2000)**
  The Enterprise University: Power, governance and reinvention in Australia
  Cambridge: Cambridge University Press.
- **Marginson, S., Kaur, S. & Sawir, E. (eds.) (2011)**
  Higher education in the Asia Pacific: Strategic responses to globalization.
  Dordrecht: Springer.
- **Marginson, S., Nyland, C., Sawir, E. & Forbes-Mewett, H. (2010)**
  International Student Security
  Cambridge: Cambridge University Press.
- **McBurnie, G. & Ziguras, C. (2006)**
  Transnational Education.
  London: Routledge.
- **Organisation de coopération et de développement économiques, OCDE (2011)**
  Education at a Glance 2010.
  Paris: OECD.
- **Banque mondiale (2011)**
  Données et statistiques.
  http://www.worldbank.org/data/

Directeur de la publication
Gérard Binder, Président du Conseil d'administration

Comité de rédaction
Béatrice Khaïat, Directrice déléguée, Justine Martin, Chargée de mission, Claude Torrecilla, Responsable de la communication

Edition
Anne Benoit
anne.benoit@campusfrance.org

Réalisation : Signature Graphique - Paris

Impression, diffusion : Graphoprint - Paris

Agence CampusFrance
79 avenue Denfert-Rochereau
75014 Paris
Tél. : 01 53 63 35 00

Les Repères CampusFrance sont imprimées sur papier PEFC-FSC issu de forêts gérées durablement.

Janvier 2012

ISSN 2117-8569